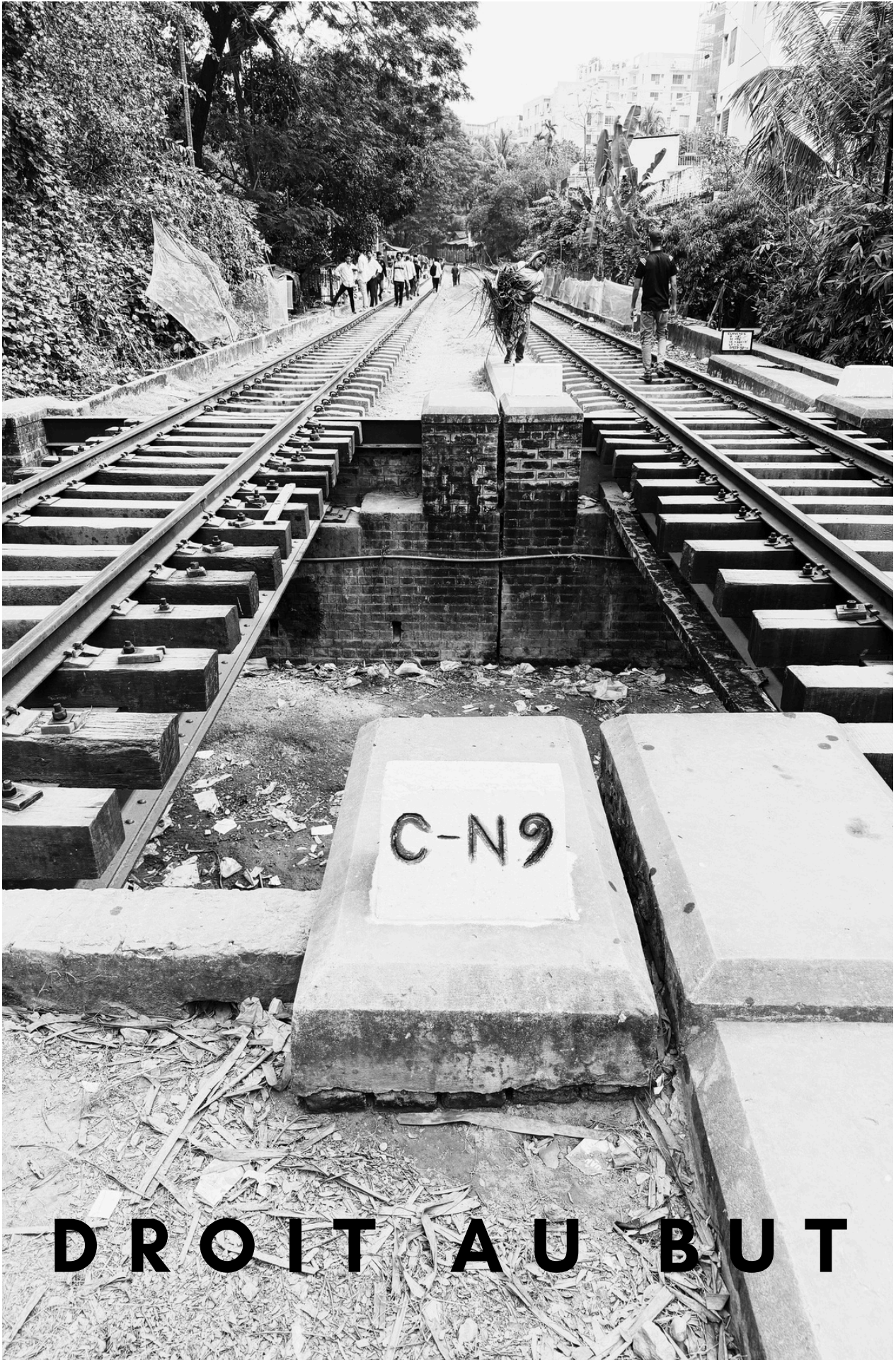


BETTER WITH WATER

DHAKA ET CHATTOGRAM - BANGLADESH



FONDATION HAAS

DROIT AU BUT

DECEMBRE 2025

TABATHA SCHMIDHAUSER



L'EAU NE TOMBE PAS DU CIEL

MISSION DECEMBRE 2025 AVEC BETTER WITH WATER A DHAKA ET CHATTOGRAM

JILL VAN HELLEMOND - Responsable Partenariat

IL Y A DES LIEUX OÙ LE TEMPS SEMBLE FIGÉ.

Il y a des villes qui boivent, et d'autres qui attendent.

À Dhaka, l'eau est partout. Dans l'air humide, dans les flaques brunes au bord des routes, dans la moiteur qui colle à la peau. Mais dans les quartiers informels, elle ne coule pas librement. Elle s'achète. Elle se négocie. Elle dépend d'un intermédiaire.

Better With Water intervient là où l'eau devient un levier de pouvoir.

Fondée par Philippe de Roux, l'ONG française agit au Bangladesh comme entreprise sociale : connecter légalement les familles au réseau public, structurer un modèle viable, sortir des circuits informels.

L'objectif paraît simple, mais la réalité l'est beaucoup moins.

DHAKA - BIDONVILLE DE BHASHANTEK

4'662 familles - Plus de 20'000 habitants - 2'301 contrats d'eau signés.

En entrant dans Bhashantek, les ruelles se resserrent. Les maisons en tôle vibrent au passage des motos, et des câbles électriques s'entremêlent au-dessus des têtes dans un enchevêtrement presque irréel.

Ici, Better With Water a connecté le quartier au réseau DWASA en 2013. Une étape majeure. Mais très vite, le débit s'est révélé insuffisant. Les familles attendaient parfois des heures pour remplir quelques bidons. Alors un forage a dû être réalisé. Ce n'était pas prévu dans le modèle initial. Pourtant, c'était indispensable. Car l'eau n'est jamais seulement une question technique.

Elle suppose des négociations avec les leaders communautaires, des discussions avec les propriétaires, une gestion attentive des connexions illégales. Elle exige une présence constante.

Chaque trimestre, 84 pompiers volontaires sont formés.

Chaque mois, des sessions d'hygiène sont organisées.

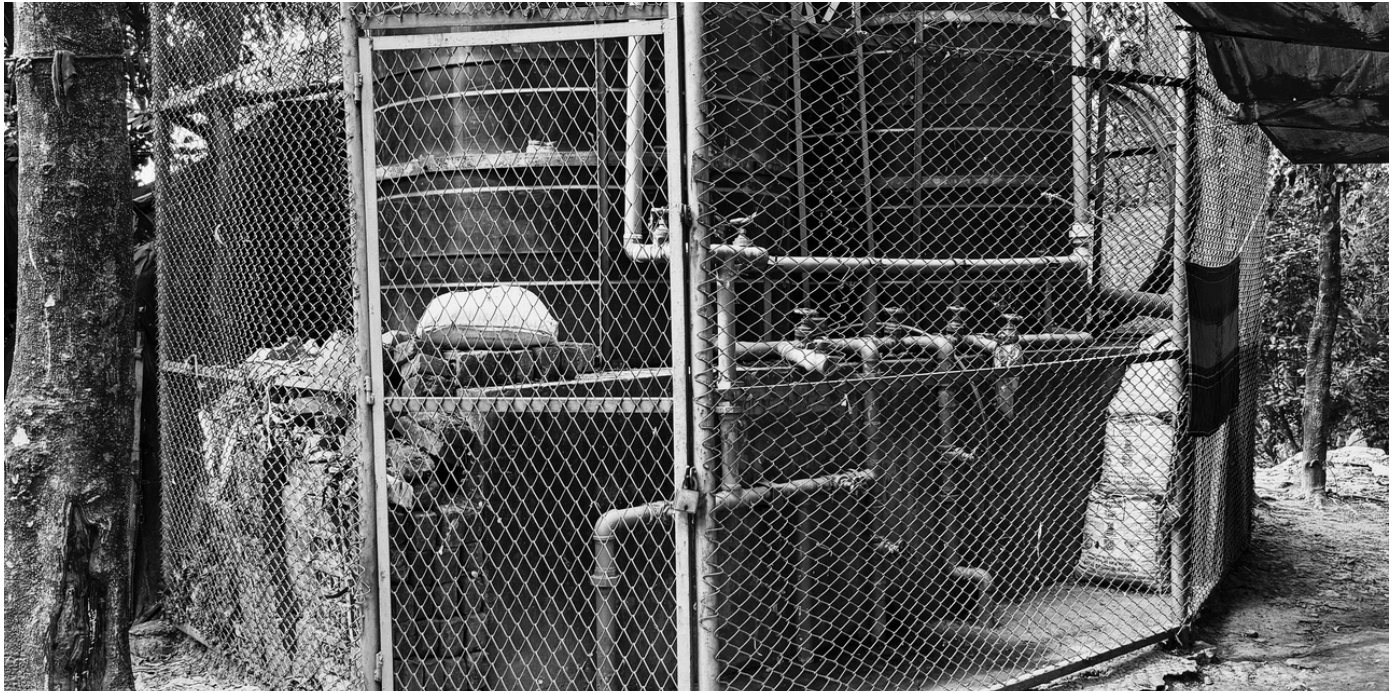
L'eau réduit les incendies.

L'eau réduit les diarrhées.

Mais surtout, elle réduit la dépendance.

Une femme me confie :

« Avant, je devais me lever à 4h pour faire la queue. » Aujourd'hui, elle ouvre un robinet.



BIDONVILLE DE TA-BLOCK – LE DÉBUT D’UN RÉSEAU

Les travaux viennent de s’achever. Dans certaines ruelles, les tuyaux sont encore visibles, à fleur de sol, comme les veines apparentes d’un quartier qui commence à respirer autrement. Ici, 825 familles vivent les unes contre les autres.

En novembre, 80 contrats ont été signés.

Les frais de mise en service s’élèvent à 1’500 takas par raccordement .

Les équipes passent de porte en porte. Elles expliquent, rassurent, détaillent le système de paiement. Elles prennent le temps.

Certaines habitations reposent sur des pilotis. D’autres abritent plusieurs familles sous un même toit en tôle. Les accès sont étroits, parfois boueux, toujours précaires.

L’eau circule désormais dans les conduites.

Mais la confiance, elle, met plus de temps à s’installer.

BIDONVILLE DE DUARIPARA – QUAND L’EAU DÉRANGE

À Duaripara, 5’042 familles vivent dans un enchevêtrement dense de ruelles et de toits métalliques. 325 raccords ont été réalisés. Ici, le réseau avance plus lentement.

Certains propriétaires facturent déjà l’eau à leurs locataires.

Des leaders locaux freinent le développement.

Les connexions illégales persistent.

L’eau devient un enjeu économique.

Un levier d’influence.

Parfois, un outil de contrôle.

Les équipes attendent les élections pour pouvoir travailler plus étroitement avec DWASA (Autorité de l’approvisionnement en eau et de l’assainissement de Dhaka) et régulariser les branchements.

Dans ces ruelles, l’accès à l’eau n’est pas seulement une question d’infrastructure.

C’est une question de gouvernance.

CHATTORGRAM - L'EAU AU BORD DE LA RIVIÈRE

À Chattogram, le contraste est saisissant.

L'air est lourd, saturé d'humidité. Ici, elle ne vient pas seulement de la chaleur, mais aussi de la proximité de l'eau stagnante, omniprésente, presque immobile.



CNB COLOGNY

Dans ce quartier, 663 familles vivent au bord de la rivière. 273 ont déjà été raccordées au réseau.

La rivière, toute proche, charrie déchets et bactéries. L'eau y est trouble, parfois noire. Pourtant, les enfants jouent à quelques mètres, pieds nus, inconscients du danger invisible.

Le forage s'est révélé complexe.

Le terrain est instable. Des pierres bloquent l'accès aux nappes phréatiques. Une partie du sol appartient aux chemins de fer. Chaque mètre de tuyau posé nécessite une autorisation. Chaque avancée est négociée.

Ici, installer un réseau ne consiste pas simplement à creuser et raccorder.

Il faut composer avec la géographie, les institutions, les contraintes foncières.

KALABAGAN

À Kalabagan, 255 familles vivent dans un enchevêtrement de ruelles étroites.

252 sont aujourd'hui raccordées.

Un marché aux poissons se tient à proximité. L'odeur est persistante. Les allées sont étroites, parfois glissantes. Les déchets s'accumulent en petits tas le long des passages.

Dans cet environnement, l'eau potable n'est pas un simple confort.

C'est une protection.

Une barrière contre les maladies.

Un rempart silencieux contre les infections et les diarrhées.

Ici, ouvrir un robinet, c'est réduire un risque.





9 NUMBER BRIDGE - ENTRE RAILS ET COLLINES

Le bruit du train coupe les conversations. Il passe brusquement, faisant vibrer les tôles et les murs. Les maisons sont réparties de part et d'autre des rails. Les conduites doivent longer le pont : impossible de traverser ailleurs. La topographie impose ses règles.

602 familles vivent dans cette zone.
560 sont désormais raccordées.

Sur les hauteurs, une pompe puissante alimente un réservoir installé au sommet d'une petite colline. De là, l'eau redescend par gravité vers les habitations. Les maisons sont modestes, mais entretenues. Certaines possèdent une télévision. La vie y semble plus stable. À quelques mètres, un orphelinat accueille 60 jeunes filles. Un simple robinet y a été installé. L'eau est facturée au prix coûtant. Parfois, un raccordement change plus qu'une facture. Il change un quotidien.

RALLI MOHOLLA - L'EAU EN ATTENTE

À Ralli Moholla, le château d'eau est presque terminé.
300 familles attendent.
Mais le chantier est à l'arrêt.

Les leaders locaux souhaitent renégocier les frais de mise en service : 2'000 takas. Actuellement, l'eau est disponible une heure par jour, à deux points seulement. Les familles se regroupent, attendent, remplissent leurs récipients dans une forme de résignation organisée.

Et pourtant, elles signent les contrats.
Parce qu'une heure d'eau par jour ne suffit pas à vivre.



UN MODÈLE QUI DÉRANGE

Better With Water ne s'inscrit pas dans une logique d'assistance ponctuelle ou de subvention permanente. L'organisation ne distribue pas de l'eau gratuitement pour répondre à une urgence immédiate, elle structure au contraire un modèle légal, contractualisé et connecté au réseau public, avec l'ambition d'inscrire l'accès à l'eau dans une dynamique durable et économiquement viable.

Chaque famille signe un contrat individuel.

Le paiement est effectué directement auprès de l'entreprise sociale.

Les volumes sont mesurés, tracés, régularisés.

En apparence, le système est simple, rationnel, presque évident.

En réalité, il bouleverse des équilibres établis.

Dans de nombreux slums, l'eau circule déjà, mais par des réseaux parallèles, informels, parfois tolérés, parfois protégés. Des connexions illégales sont revendues à prix majoré. Certains propriétaires ou leaders communautaires tirent des revenus directs de la revente de l'eau, transformant un droit fondamental en ressource économique stratégique.

Régulariser l'accès à l'eau, c'est donc assécher ces flux financiers parallèles.

Et cela dérange.

Dans certains quartiers, les discussions autour des frais de mise en service ne sont pas uniquement techniques ; elles deviennent le terrain d'une renégociation du pouvoir local. Ailleurs, les prospections avancent lentement, non pas faute d'intérêt des habitants, mais parce que des figures d'influence freinent le processus. Il arrive même que l'accès au terrain soit bloqué, non officiellement, mais par une résistance diffuse, silencieuse, difficile à contourner.

À cette dimension sociale s'ajoute la complexité foncière. Une partie des terrains appartient aux chemins de fer, d'autres sont occupés sans titre légal clair, et investir dans une infrastructure durable dans un espace juridiquement instable suppose de naviguer entre tolérance administrative, pragmatisme local et incertitude permanente.

Installer un réseau d'eau dans un quartier informel, ce n'est pas seulement poser des tuyaux ; c'est implicitement reconnaître que ce quartier existe et qu'il mérite d'être intégré à la ville.

Or la reconnaissance est un acte politique.

UNE SITUATION POLITIQUE ET INTERNATIONALE SOUS TENSION

Le Bangladesh évolue aujourd'hui dans un contexte politique marqué par une forte polarisation, des tensions électorales récurrentes et une pression croissante sur les institutions locales. Dans cet environnement, la planification urbaine peine à suivre le rythme d'une urbanisation rapide, et les autorités hésitent parfois à formaliser des quartiers qui se sont développés en marge des cadres réglementaires.

Parallèlement, la scène internationale connaît un recentrage budgétaire important : les crises multiples, conflits, catastrophes climatiques, déplacements massifs, mobilisent des ressources limitées, et certains financements historiquement alloués aux programmes urbains ou sociaux diminuent ou se fragmentent.

Lorsque l'aide internationale se contracte, les projets d'accompagnement technique et social deviennent plus fragiles, les marges de manœuvre se réduisent, et les acteurs locaux se retrouvent face à des arbitrages plus difficiles. Dans ce contexte, les systèmes informels peuvent regagner du terrain, car ils sont rapides, flexibles, et déjà enracinés dans les dynamiques locales.

L'eau devient alors un révélateur extrêmement précis des fragilités structurelles.

Elle met en lumière la dépendance à des réseaux parallèles, les formes de corruption à petite échelle qui s'insinuent dans le quotidien, la difficulté de l'État à intégrer pleinement les quartiers précaires dans une vision urbaine cohérente, et l'absence d'un cadre inclusif suffisamment robuste pour accompagner l'urbanisation accélérée.

AU-DELÀ DE LA TECHNIQUE

Il serait tentant de réduire les obstacles à des contraintes techniques : nappes phréatiques bloquées par la roche, terrains instables, pression hydraulique insuffisante, nécessité d'installer des pompes puissantes ou des réservoirs souterrains. Mais le principal défi n'est pas souterrain. Il est structurel.

Déployer un réseau d'eau légal et contractuel dans un slum pose une question fondamentale : ces quartiers sont-ils considérés comme temporaires, tolérés dans l'attente d'un éventuel déplacement, ou comme des composantes durables de la ville, appelées à être progressivement intégrées dans la planification urbaine ?

Investir, c'est reconnaître.

Et légitimer modifie les rapports de force économiques et politiques.

ET APRÈS ?

Dans ces quartiers, l'eau ne tombe pas du ciel et ne relève pas d'un simple choix technique ; elle dépend d'une combinaison complexe de décisions politiques, d'accords locaux souvent fragiles, d'infrastructures vulnérables et d'un climat économique international incertain.

La question n'est donc plus seulement de savoir comment acheminer l'eau jusqu'aux habitations. Elle devient plus profonde.

- Comment développer la ville sans déclencher des dynamiques de valorisation foncière qui conduiraient, à terme, à l'expulsion silencieuse des populations les plus précaires ?
- Comment intégrer ces quartiers dans les plans urbains sans en effacer les habitants au nom de la modernisation ?
- Comment garantir un droit fondamental dans un contexte où l'urbanisation progresse plus rapidement que la gouvernance et où les ressources publiques sont sous tension ?

À Dhaka comme à Chattogram, l'eau dessine une cartographie invisible du pouvoir urbain.

Elle révèle qui décide réellement de l'accès aux ressources, qui bénéficie des circuits officiels ou parallèles, et qui demeure dépendant d'un système précaire.

L'eau coule, mais l'équilibre reste fragile, suspendu entre volonté politique, stabilité institutionnelle et engagement international.

Garantir l'accès à l'eau n'est donc pas uniquement un projet d'infrastructure ; c'est un choix structurant pour la ville de demain, et, plus largement, un choix de société.



